

Al Jazeera a-t-elle été noyauté par le régime algérien ?

P9



Nouvelle décharge de Médiouna

L'étrange coup d'arrêt du ministère de l'Intérieur

Le wali du grand Casablanca a notifié jeudi dernier au Conseil de la ville une décision du département de tutelle dont le bien-fondé a convaincu très peu d'élus. A commencer par la maire Nabila Rmili. Décryptage...

P7



Nabila Rmili, maire de Casablanca.

Projet de réforme de la distribution d'eau et d'électricité



Abdelouafi Laftit, ministre de l'Intérieur.

Le projet de loi 83.21 sur les sociétés régionales multiservices (SRM), visant à céder au secteur privé les services de distribution d'eau, d'électricité et la gestion de l'assainissement liquide, ne fait pas l'unanimité. Et pour cause...

P6

UN TEXTE OPAQUE QUI NE COULE PAS DE SOURCE

Sport

MDJS soutient l'épopée des Lions de l'Atlas...

P3

Médicaments

Les maux de la rupture de stocks

P4

Suicide

La tendance toujours en hausse au Maroc

P5

L'entretien -à peine- fictif de la semaine



Ahmed Rahhou

Je suis super-outillé

P11

OUVERTURE DU SALON DU LIVRE

T'AS PRIS DES BOUQUINS ? COMME J'ÉTAIS TROP PRESSÉ, J'AI JUSTE PRIS UN SANDWICH ET DES SELFIES



Boudali

Confus DE CANARD

LA GUERRE DU BAC

P2

Câble sous-marin optique «West Africa»

Maroc Telecom réduit la fracture numérique de l'Afrique

P8



Confus de **CANARD**



Abdellah Chankou
Directeur de la publication

LA GUERRE DU BAC

Celui qui a écouté lundi 5 juin l'intervention sur un ton grave d'une responsable de l'académie régionale de l'enseignement de Rabat sur les ondes d'une radio nationale au sujet des préparatifs du bac 2023 a dû être envahi par une étrange impression. Que le bac est devenu une guerre livrée sans merci sur plusieurs fronts. La guerre contre les fuites, devenues un jeu d'enfant, des différentes épreuves à la veille des examens. La guerre contre le matériel de la fraude de plus en plus perfectionné et sophistiqué. Ainsi va l'actu du bac depuis des années, reflet d'un système éducatif profondément déréglé. La terminale n'est plus traitée que par le fait divers. Les psychodrames à répétition. Triste constat qui n'émeut pratiquement plus personne. On s'habitue à tout. Y compris au pire. A l'inimaginable. En faisant semblant que tout n'est pas perdu. Que l'école marocaine qui continue à engloutir sans obligation de résultats le tiers du budget de l'État est réformable.

Tout va bien donc. Dans le meilleur des mondes éducatifs. La preuve ? A quelques semaines du bac, la PJ de Salé a arrêté trois individus impliqués dans un trafic d'appareils utilisés dans la triche scolaire ! L'attirail saisi est impressionnant : 220 cartes électroniques de type «VIP», 393 écouteurs de haute définition, 180 téléphones portables, 208 écouteurs sans fil, 180 câbles de recharge et d'autres consommables. A Tétouan, la police a réalisé une opération similaire après avoir identifié sur Facebook des pages faisant la publicité des outils de la fraude devenus un produit de consommation comme un autre. Les vendeurs de l'outillage de la triche préparent activement la saison

comme d'autres travaillent pour mettre sur le marché les outils de la fête du sacrifice. L'essentiel c'est que tout le monde se sacrifie. Les uns pour que les Marocains passent un excellent aïd saturé du fumet boulfafien et les autres pour permettre aux candidats de décrocher leur bac avec mention triche bien. Mais devinez qui a refilé le tuyau qui a permis aux éléments de la PJ de Tétouan et Salé de démanteler ces

Le recours massif à l'artillerie anti-probité au bac appelle une série de questions que Chakib Benmoussa et ses services ainsi que les membres du Conseil endormi de Habib El Malki devraient normalement se poser de vive voix.

réseaux ? Leurs collègues de la DST ! A ce rythme, on va devoir bientôt mobiliser l'armée et ses services de renseignement contre ces bataillons de fraudeurs opportunistes dont le business, il faut le reconnaître, répond à une demande de plus en plus croissante dans le secteur de la fraude high-tech. Celle-ci n'est plus, paraît-il, l'apanage des examens du bac puisqu'elle a fait son entrée dans tous les examens de fin d'année du secondaire et peut-être même du primaire. On avance bien. Ça mérite une bonne note. La triche quand elle use d'un matériel de piètre

qualité peut envoyer son auteur aux urgences. Un élève de première année du bac de Temara l'a appris à ses dépens vendredi dernier à cause d'une puce bas de gamme introduite dans l'oreille pour se faire communiquer les réponses à distance. Tout n'est pas perdu, ce malheureux élève a au moins le sens de l'écoute !

Le recours massif à l'artillerie anti-probité au bac appelle une série de questions que Chakib Benmoussa et ses services ainsi que les membres du Conseil endormi de Habib El Malki devraient normalement se poser de vive voix : De quoi cette fraude industrielle et industrielle est-elle le nom ?

Comment en est-on arrivé là ? Par quel glissement sociologique ou indigence intellectuelle ou délitement moral, le Maroc s'est-il laissé happer par cette spirale de la combine scolaire à grande échelle ? Le baccalauréat dans un système déjà dévalorisé ne vaut pas grand-chose. Mais consolons-nous : les bacheliers qui en sont issus justifient au moins d'un savoir-faire précieux en «fraudologie». Pourquoi ne pas organiser des concours dans cette discipline pour évaluer les aptitudes des candidats qui seront certainement nombreux à se présenter. Les lauréats auront la lourde tâche de d'assurer la relève des professionnels de la combine qui traversent bien des secteurs et dont le métier rapporte beaucoup plus que le travail et le sérieux. Or, c'est connu on éduque par l'exemple et les «exemples» donnés en société sont aux antipodes des valeurs de probité et de l'effort...

En principe, on réforme l'école pour transformer la société. Au Maroc, il faut d'abord réformer la société pour transformer l'école. Voilà un sujet pour faire blablater dans les séminaires... ▀



Côté BASSE-COUR



Scandale du concours d'accès au barreau

Le verdict du Médiateur

Le Médiateur du Royaume a livré au chef de gouvernement un rapport circonstancié sur le scandale lié aux résultats controversés de l'examen d'aptitude à l'exercice de la profession d'avocat. Comme principale recommandation avec laquelle Aziz Akhannouch a interagi positivement, cette institution a proposé de refaire l'examen conformément à la revendication des plaignants et de fixer une nouvelle date pour le concours. Un désaveu cinglant pour le ministre de la Justice Abdellatif Ouahbi qui s'y était fermement opposé au plus fort du scandale. Le scandale impliquant Abdellatif Ouahbi lui-même, accusé de népotisme et de favoritisme, éclate

aussitôt après la publication des résultats des épreuves écrites sur le site du ministère le 30 décembre 2022. Parmi les heureux gagnants figurent le fils du ministre et ceux des copains et coquins. Prenant une grande ampleur, l'affaire a choqué plus d'un et secoué l'opinion publique pendant plusieurs semaines. S'estimant injustement recalés, de nombreux candidats sont montés au créneau pour mettre en doute la sincérité des résultats. Plaintes en justice, grèves de la faim, manifestations et sit-ins dans différentes villes... Les contestataires qui n'ont pas baissé les bras ont dénoncé «la corruption», «le manque de transparence» et réclamé justice et égalité des chances. Dans son rap-

port, le Médiateur appelle le gouvernement à veiller, d'une manière stricte, à l'annonce des résultats du nouvel examen tout en délivrant les attestations aux candidats retenus en vertu de l'article 11 de la loi réglementant la profession d'avocat en matière de dépôt du dossier de candidature des avocats stagiaires. Pour les candidats qui risquent de ne pas remplir les conditions requises tel l'âge limite à la date du nouveau concours, l'instance invite le ministère de tutelle à trouver des solutions appropriées. Il ne faut surtout pas que le nouvel examen fasse l'objet d'une quelconque contestation. Mais ce serait sans compter avec l'association des barreaux du Maroc (ABM) qui ne l'entend pas



Abdellatif Ouahbi, ministre de la Justice.

de cette oreille. Réunie en urgence le 5 juin, elle a dénoncé dans un communiqué ce qu'elle a qualifié d'ingérence du chef du gouvernement et du Médiateur du Royaume dans les affaires de la profession. Ce syndicat s'est clairement prononcé contre l'organisation d'un nouvel

examen d'éligibilité pour exercer la profession d'avocat en dehors du système de concours tout en critiquant l'inexistence d'un institut national dédié à la formation des robes noires. L'ABM qui fait dans la surenchère corporatiste cherche-t-elle un autre arbitrage ?



Younes El Mechrafi, directeur général de la MDJS.

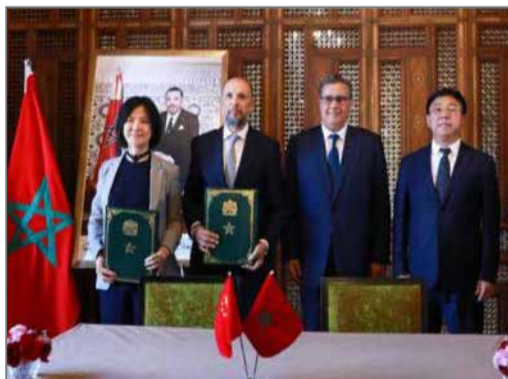
MDJS soutient l'épopée des Lions de l'Atlas...

Les Éditions Orion et Orion Productions, en collaboration avec la MDJS (La Marocaine des Jeux et des Sports), publient un Beau-livre dédié à l'épopée glorieuse de l'équipe nationale marocaine de football lors de la Coupe du monde de la FIFA, organisée au Qatar, fin 2022. Cet ouvrage est un livre d'art de 280 pages, avec plus de 140 pages de textes et d'analyses d'un mois unique, riche en sensations fortes et de séquences exceptionnelles offertes par les Lions de l'Atlas au monde entier. L'épopée des Lions de l'Atlas est illustrée de photos chargées d'émotions et traduisant les belles valeurs de courage, de solidarité, de patriotisme et d'amour familial dont ont fait montre aussi bien les joueurs de l'équipe nationale marocaine que les nombreux supporters marocains présents au Qatar. « Cet ouvrage est une modeste contribution à l'écriture de l'Histoire du sport marocain et un hommage à la dynamique d'excellence que vit le Maroc sous la conduite éclairée de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu l'Assiste », a indiqué Abdelhak Najib, journaliste et écrivain, auteur de l'ouvrage. « La MDJS a soutenu ce noble et beau projet avec enthousiasme et sans hésitation. C'est notre devoir envers notre pays dont nous sommes immensément fiers », a pour sa part déclaré Younes El Mechrafi, Directeur Général de la MDJS.

Batteries pour véhicules électriques



Une gigafactory à Bouknadel



Une convention d'investissement ambitieuse...

Le groupe sino-européen GOTION High-Tech, leader dans le secteur de la mobilité électrique, envisage de lancer un grand projet au Maroc: une unité de production de batteries pour véhicules électriques et de systèmes de stockage d'énergie. Investissement estimé à 65 milliards de DH pour plus de 25.000 emplois programmés. L'investisseur entend exploiter l'écosystème automobile national, son expertise et ses divers avantages, pour se positionner sur le créneau des véhicules électriques. La cérémonie de signature du mémorandum d'Entente entre l'État marocain et le groupe GOTION High-Tech a été présidée mercredi 31 mai. Le site de la future gigafactory a déjà été identifié : la commune de Bouknadel dans la région de Rabat-Salé-Kénitra. Leader mondial du secteur des batteries électriques, GOTION High-Tech revendique près de 20.000 salariés dans le monde, répartis sur plusieurs sites de production en Asie, Europe et Amérique du Nord.

Le conseiller royal Mohamed Moatassim n'est plus

Le conseiller du Roi Mohammed VI Mohammed Moatassim est décédé lundi 5 juin, à Rabat, des suites d'une longue maladie. Né en 1956 à Settat dans une famille défavorisée, Mohamed Moatassim s'est imposé à la force du poignet après avoir été repéré par les têtes chercheuses de Driss Basri qui partage avec le défunt les mêmes origines modestes et la même terre natale. L'ex-puissant ministre de l'Intérieur de feu Hassan II sera dès lors son mentor et l'introduira dans le circuit du pouvoir.

Après avoir décroché une licence en sciences politiques à la Faculté de droit de Rabat en 1977 et un diplôme d'études supérieures (DES) à la Faculté de droit de Casablanca en 1983, il prépare et soutient en 1988 sa thèse de doctorat d'État en sciences politiques sur «L'évolution traditionaliste du droit constitutionnel marocain». Juriste confirmé, cet homme d'un naturel



bonhomme et discret, fera son entrée le 11 novembre 1993, comme ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des Relations avec le Parlement dans le gouvernement Lamrani. Il sera reconduit, un an plus tard, au même poste dans le cabinet Filali. Le 25 février 1995, il est nommé au poste de chargé de mission au Cabinet royal. Quatre ans plus tard, il est nommé en tant que

conseiller du Roi Mohammed VI figurant parmi les principaux artisans de la Constitution de 2011, Mohamed Moatassim a siégé au Conseil constitutionnel de 1999 à 2002 et au Conseil consultatif des droits de l'homme (CCDH) de 2007 à 2011. Décoré du Wissam du Trône de l'ordre de chevalier (1995), le défunt est auteur de plusieurs ouvrages, dont «L'expérience parlementaire au Maroc», «Le régime politique marocain 1962-1991» et «Les régimes politiques contemporains».



Côté BASSE-COUR



**ZOO DE CASABLANCA : LE PARC FIN PRÊT
MAIS LES ANIMAUX SE FONT ATTENDRE**

**PAS GRAVE, LES MAROCAINS
VONT ADMIRER LE SACRIFICE
DE LEURS MOUTONS...**



ZAG

**Beurgeois
GENTLEMAN**

Ça parle plus arabe que gaulois en France (8)

En 1930, le mot marocain « dahir » fit une entrée fracassante dans la langue française à cause du projet colonial « d'autonomie des tribus berbères dans le domaine juridique ». Un dahir au Maroc, est un décret. Le « dahir berbère », ainsi nommé au départ par ses opposants, a été promulgué le 16 mai 1930, pour régler le fonctionnement de la justice dans les tribus berbères non pourvues de tribunaux par l'application du « droit coutumier ». Il a été établi par le résident général Lucien SAINT qui a succédé au Maréchal Lyautey en 1929. Sa résidence générale au Maroc a duré 4 ans jusqu'en 1933.

Les vraies motivations de la création de ce « dahir berbère » prennent leurs racines au début du XVIII^{ème} siècle, à commencer par la bulle papale de Grégoire XV (1554-1623), fondateur et organisateur de la mission de christianisation du pays des « infidèles ». Cette mission sera représentée au Maroc par des franciscains en 1619. Plus tard, Charles de Foucauld, né le 15 septembre 1858 à Strasbourg et mort le 1er décembre 1916 à Tamanrasset, un officier de cavalerie de l'armée française devenu explorateur et géographe, puis religieux catholique, prêtre, ermite et linguiste, fit « la reconnaissance du Maroc » déguisé en juif pour pouvoir circuler librement au Maroc, et milita pour éliminer la langue arabe et l'Islam de l'Afrique du Nord. Pour Louis Massignon (1883-1962) : « C'est une question qui a été en effet pour moi un cas de conscience à la fois religieux et scientifique, pendant les années 1909 à 1913 où le Père Charles de Foucauld, par écrit et de vive voix, me pressait de consacrer après lui, ma vie à ce mou-

vement tournant qui devait éliminer la langue arabe et l'Islam de notre Afrique du Nord, au bénéfice de la langue française et de la chrétienté, en deux temps : (1) exhumation du tuf linguistique et coutumier primitif des Berbères ; (2) assimilation par une langue et une loi supérieures, française et chrétienne. Comme



Lucien SAINT, photo prise à la foire de Meknès en 1930.

tous les croyants et tous les débutants, j'étais très sympathique à cette thèse ; j'avais cru à l'assimilation franco-chrétienne de la Kabylie par le mouvement tournant du berbérisme, (...) puis j'ai vu que leur désislamisation des Kabyles tournerait au laïcisme maçonnique (puis à un nationalisme nord-africain xénophobe...). Martyr ne se rendait pas compte de l'ignominie de ce berbérisme, et je mis des années à m'en apercevoir et à m'en dégager ».

L'adoption du « dahir berbère » fut perçue

au Maroc comme un non-respect des statuts du protectorat et une atteinte à l'unité du peuple marocain par la résidence générale de Lucien SAINT ; au point de susciter une réaction nationaliste de grande ampleur, devenue une étape essentielle du nationalisme marocain et ayant conduit, dans un premier temps notable, environ quatre ans après (8 avril 1934), à une quasi-marche arrière de la puissance coloniale. Outre le mot « Dahir », ci-dessous une liste non exhaustive de mots d'origine arabe :

Dahir : **دهير** Dahir ; décret.

Derviche : **درويش** darwiche, fakir.

Dinar : **دينار** dinar, denier (monnaie d'or).

Dirham : **درهم** dirham ; drachme (monnaie d'argent).

Djellaba : **جلابية** jellaba : longue chemise couvrant le corps jusqu'aux pieds.

Djihad : **جهاد** jihad ; effort ; application ; guerre sainte.

Djinn : **جن** jinne ; génies ; démons.

Divan : **ديوان** diwane ; administration. Par extension le fauteuil où les hauts fonctionnaires de l'Empire prenaient place.

Douane : **ديوانة** diwana : altération du mot arabe diwane (administration) par le latin médiéval de Sicile doana, dovana (attesté depuis la fin du XII^{ème} siècle), et qui donne l'italien moderne dogana.

Douar : **دوار** douar : village au Maroc.

Drogman : **ترجمان** tarjman : traducteur ; truchement. (À suivre)

Beurgeois.Gentleman@gmail.com Retrouver les anciens épisodes en version électronique sur notre site web www.lecanardlibere.com

Médicaments

Les maux de la rupture de stocks

Exforge (anti tension), Dimazol (thyroïde), Panadol Extra (maux de tête), Titanoreïne (hémorroïdes), Rinomicine (états grippaux) et bien d'autres médicaments sont actuellement introuvables dans les pharmacies d'officine. Plus d'une centaine de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur comme les antidépresseurs, les anti-cancéreux et les antibiotiques sont tout aussi inexistantes. Réponse des pharmaciens interrogés : rupture de stock. Mais derrière cette raison se cache une pénurie des matières premières qui impacte aussi bien les médicaments



Plusieurs médicaments essentiels sont introuvables.

importés que les produits fabriqués localement sous licence. Ce phénomène, qui ne fait pas réagir le ministère de la santé malgré sa gravité, entraîne un problème d'approvisionnement des pharmacies y compris en médicaments courants. Un professionnel du secteur indique que 80 % des principes actifs entrant dans la composition des médicaments vendus dans le monde sont fabriqués essentiellement en Chine et en Inde contre 20 % il y a trente ans. Un petit dysfonctionnement dans la chaîne de production des traitements et c'est la rupture de stock qui survient avec des conséquences à l'échelle mondiale. Le phénomène de rupture des stocks touche des pays développés comme la France, qui ont délocalisé leur site de fabrication en dehors de l'Europe. Avec la mondialisation synonyme de perte de souveraineté sanitaire, ces pays dépendant de l'Asie pour soigner leurs malades avalent la pilule.



Côté BASSE-COUR



**LE MÉDIATEUR RECOMMANDE DE REFAIRE
LE CONCOURS CONTROVERSE D'ACCÈS AU BARREAU**

**ALLEZ-VOUS
PLAIDEZ
COUPABLE ?**

**ILS S'ACHARNENT
CONTRE UN MINISTRE
SANS DÉFENSE...**



Périple à vélo de Meryem Belkihel

L'Afrique à la seule force des mollets...

L'aventurière marocaine poursuit son périple à vélo à travers le continent qu'il a démarré le 4 janvier dernier. Meryem Belkihel s'est lancé le défi de partir à la découverte du continent et d'atteindre après l'avoir traversé du nord au sud le fameux mont Kilimandjaro en Tanzanie. Avec comme seuls compagnons son immense courage et sa volonté d'acier de montrer que la femme marocaine est capable de « sortir de sa zone de confort » et de prendre tous les risques pour accomplir de belles prouesses. Mauritanie, Sénégal, Gambie, Guinée Bissau, Guinée Conakry... Elle a encore plusieurs pays à traverser et des milliers de kilomètres à faire avaler à sa bécane. L'Afrique à bicyclette ce n'est pas de la tarte. Mais cette Casablancaise de 27 ans qui a déjà exploré les montagnes et le désert de son pays et fait une tournée cycliste en Scandinavie aime se confronter aux situations difficiles et pousser les limites du possible. Ni la chaleur suffocante, ni les pistes impraticables, ni la solitude du voyage, ni les risques qui jalonnent ses traversées n'empêchent notre



Une jeune aventurière admirable...

aventurière de pédaler. Pédaler, pédaler, pédaler. Ce n'est pas le seul art où elle excelle. Elle sait aussi avec son sourire sincère communiquer avec les villageois rencontrés le long de son périple avec lesquels elle engage la conversation. Les étapes de son périple qu'elle filme et poste sur son compte social donnent à voir des paysages variés et époustouffants. Mais aussi des pays scandaleusement dépourvus d'infrastructures de base et le quotidien très difficile des populations africaines soumises au dénuement et aux privations. L'Afrique crue et sans fard, telle qu'elle est. Victime d'exploitation continue de ses immenses ressources par des puissances prédatrices. Le grand paradoxe africain est là, révoltant. Richesses au sous-sol et misère sur le sol.

African Lion au Maroc

Israël participe pour la première fois avec des troupes au sol

Pour la première fois, une délégation de 12 soldats et commandants du Bataillon de reconnaissance Golani, un corps d'élite de l'armée israélienne, participe sur le terrain aux exercices de l'opération «African Lion» 2023 qui se déroulent actuellement au Maroc. Lors de la précédente édition, Israël était présent en tant qu'observateur sans engager de troupes

au sol. Cette 19ème mobilise jusqu'au 16 juin près de 8.000 soldats issus de 18 pays pour se livrer à différentes manœuvres militaires, terrestres, aériennes et navales. La présence effective de l'État hébreu dans African Lion co-organisée par le Maroc et les États est jugée normale compte tenu de l'intensification de la coopération militaire et sécuritaire entre le Maroc et Israël.

Suicide

La tendance toujours en hausse au Maroc



Le suicide très répandu chez les jeunes...

Le taux de suicide reste toujours élevé au Maroc qui arrive 110ème sur 183 selon le dernier classement de l'OMS. Le Royaume, qui affiche les chiffres plus élevés au monde par habitant par rapport à la région Mena, dépasse de loin les États-Unis, classés à la 31ème place, qui enregistrent un suicide toutes les 20 minutes. Comptant parmi les pays africains les plus pauvres, le Lesotho arrive en tête avec un taux de suicide de 87,5% pour 100 000 habitants. Ce fléau qui sévit en Afrique est attribué par l'OMS à la faiblesse des moyens de prévention des facteurs de risque, notamment les troubles mentaux. A l'échelle nationale, la région qui connaît le plus de cas de suicide est la région nord avec une concentration dans la ville de Chefchaouen chez la population jeune. Qu'est-ce qui explique ce phénomène dans cette belle ville du Rif ? Si aucune explication précise n'a été avancée, certaines associations locales pointent du doigt l'isolement et la marginalisation.

Premier trimestre 2023

Akdital fait exploser son chiffre d'affaires



Akdital, une santé financière remarquable.

Le chiffre d'affaires du groupe Akdital s'est établi à 380 millions de DH au terme du 1er trimestre de l'année 2023, enregistrant une nette hausse de 81% par rapport à la même période de l'année précédente. Cette performance est le fruit d'une politique dynamique d'investissement dans le secteur de la santé privée qui lui permet d'agir en leader du marché. Coté en bourse, Akdital multiplie les ouvertures de cliniques dans les différentes régions du pays. Derniers établissements en date inaugurés sont l'hôpital international et le centre d'oncologie de Fès, les plus grands du genre dans la région. C'était le 24 mai dernier. Les deux unités hospitalières, équipées de matériel médical nouvelle génération, sont dotées d'une capacité de 170 lits. Akdital ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. D'autres villes de taille moyenne verront en 2024 leur offre de santé enrichie avec le label Akdital.



Le Maigret du CANARD



Abderrahim El Hafidi, directeur général de l'ONEE...

Projet de réforme de la distribution d'eau et d'électricité

UN TEXTE OPAQUE QUI NE COULE PAS DE SOURCE

Le projet de loi 83.21 sur les sociétés régionales multiservices (SRM), visant à céder au secteur privé les services de distribution d'eau, d'électricité et la gestion de l'assainissement liquide, ne fait pas l'unanimité. Et pour cause...

AHMED ZOUBAÏR

Un grand saut dans l'inconnu. C'est ce l'impression qui se dégage en parcourant le projet de loi 83.21 sur les sociétés régionales multiservices (SRM), ces nouvelles entités, au nombre de 12 (à raison d'une société par région) destinées à remplacer à partir de 2024 l'office nationale de l'eau et de l'électricité (ONEE), les régies communales gérées par le ministère de l'Intérieur et les opérateurs de la gestion déléguée comme Lydec et Amendis après expiration de leurs contrats.

La majorité des articles de ce texte, adoptée par la deuxième chambre en avril dernier et toujours à l'étude à la première, pèchent par leur caractère vague et imprécis. Pour un secteur aussi stratégique et vital que l'eau, l'électricité et l'assainissement, autant de flou laisse songeur et suscite bien des questions. D'abord, chez les principaux concernés, les cadres de l'office inquiets par la perspective d'être fourgués avec les actifs de l'office aux enseignes privées malgré l'obligation faite au nouveau gestionnaire de maintenir leurs divers droits acquis (salaires, indemnités, retraite, couverture sociale, œuvres sociales...). En vérité, ils ne savent pas à quelle sauce ils seront mangés et un point et non des moindres a achevé de les rendre méfiants, la participation de l'État dans la nouvelle société a été fixée à 10% au minimum. Autrement dit, 90% du capital revient au privé alors que l'engagement gouvernemental initial faisait état d'une participation publique de 51%.

Ce désengagement de l'État est lourd de conséquence, pouvant signifier que l'eau et l'électricité cesseront bientôt d'être un service public. Ce qui fait craindre un coût exorbitant de la sous-traitance pour les usagers qui, libéralisation oblige, pourraient payer beaucoup plus cher leurs factures d'eau et d'électricité. Sans que la puissance publique n'ait aucun moyen pour protéger le consommateur. Les opposants à cette réforme, principalement les syndicats, l'UMT et la CDT, ont dénoncé en avril dernier dans un communiqué conjoint une volonté de marchandisation de l'eau et de l'électricité et un « projet de loi [qui] n'est pas suffisamment abouti » tout en exhortant « tous les acteurs et protagonistes sociaux à former

de protestation dont une grève le jeudi 27 avril à Casablanca pour rejeter le projet de soustraction de l'office de la tutelle de l'État. Un office dont la mission sera dans la nouvelle configuration confinée à la gestion du réseau du transport tandis la partie distribution, la plus juteuse, sera confiée aux 12 SRM, chacune opérant dans le territoire d'une région.

Entente directe

La participation minoritaire de l'État n'est pas le seul aspect problématique. L'article 5 du projet de loi est encore plus troublant puisqu'il autorise les SRM, qui sont des sociétés anonymes, à déléguer la gestion d'un service par entente directe, en violation du principe de la concurrence. Bonjour l'opacité! Cette façon de faire est propre à reproduire dans un secteur vital les fameuses « grimates » (agrément) qui s'apparentent à des autorisations de s'enrichir... Le statut et la mission des communes dans les SRM ne sont pas non plus clarifiés. Vont-elles avoir un droit de regard sur la gestion des SRM ou joueront-elles juste le rôle de courroie de transmission ? Considérées comme des investisseurs par le législateur, les futures SRM ont le droit en vertu de l'article 5 de bénéficier des avantages offerts par la nouvelle charte de l'investissement, notamment les aides financières en cash pouvant atteindre jusqu'à 30%. Sur un investissement déclaré d'un milliard de DH par exemple, le porteur du projet peut empocher d'entrée de jeu la bagatelle de 300 millions de DH. Lors d'un débat organisé sur ce dossier, l'ex-directeur général de l'office entre 2006 et 2008 Younes Maar mar a partagé ses critiques et ses réserves

CÉDER AU SECTEUR PRIVÉ LES SERVICES DE DISTRIBUTION D'EAU, D'ÉLECTRICITÉ ET LA GESTION DE L'ASSAINISSEMENT LIQUIDE

un front national, réunissant également les partis politiques et les associations de la société civile, pour la sauvegarde de l'Office de ces mesures visant sa liquidation». A l'appel des centrales syndicales, plusieurs salariés de l'ONEE ont mené quelques mouvements

avec l'assistance composée essentiellement de cadres de la maison. Le conférencier a pointé du doigt entre autres l'absence dans le projet de loi des indicateurs de performance en relation avec la gestion des SRM et une situation où l'office serait le seul à financer les investissements dans les réseaux de transport. Sa conclusion? La loi 83.21, telle qu'elle a été élaborée, va donner naissance à une amodiation.

Autrement dit, une situation de rente où contre une redevance le gestionnaire gère et exploite à sa guise. Sans critères de performance ni d'efficacité, ni de prise de risque. Ce qui est tout bénéf dans un marché qui plus est captif. Sur le papier, cette réforme présente d'énormes zones d'ombre et d'aspects peu clairs qui ne rassurent guère sur son opérationnalisation sur le terrain. A tout point de vue, nous sommes face à un texte sombre qui ne coule pas de source. Même s'il est tant décrié en privé y compris par de nombreux députés, le texte qui a un boulevard devant lui sera adopté par la première chambre. Sans véritable débat. L'eau va certainement continuer à couler. Mais c'est le consommateur qui risque de trinquer... ▀

Abandon de l'ONEE

Pas pertes et profits ?

Les comptes de l'ONEE ne sont pas aussi plombés que le montre son déficit se chiffrant à plusieurs milliards de DH, obligeant le gouvernement à mettre régulièrement la main à la poche pour le renflouer. Ce déficit est dû en partie, outre aux investissements lourds engagés par l'office, aux arriérés cumulés par l'établissement depuis de nombreuses années auprès de nombre d'organismes publics. L'Etat n'est pas seulement mauvais gestionnaire, il est aussi mauvais payeur. Mais l'ONEE est une affaire rentable. Rien que la succursale ONEE d'une grande ville génère un chiffre d'affaires annuel de près de 700 millions de DH. Cherchez la fuite. Le problème réside donc dans les méthodes de gestion qu'il convient de revoir en introduisant des règles d'un management souple et performant. Tel n'est pas la voie privilégiée. Et c'est pour ne plus avoir à subventionner un office budgétivore et au nom de la volonté d'introduire de la rigueur dans sa gouvernance rigide que les pouvoirs publics ont décidé de le donner en gestion déléguée. Mais le privé surtout lorsqu'il est du cru n'est pas une garantie ni de bonne gestion ni de transparence. L'ONEE c'est aussi un excellent outil de coopération régionale, dépositaire d'une expertise précieuse mise au service de plusieurs pays africains. Son demembrement pourrait être synonyme de perte d'une histoire riche en réalisations, l'abandon d'un grand levier de coopération sud-sud et d'un instrument d'influence. Une remise des compteurs à zéro lumineuse ?



Le Maigret du CANARD



Nouvelle décharge de Médiouna

L'étrange coup d'arrêt du ministère de l'Intérieur

Le wali du grand Casablanca a notifié jeudi dernier au Conseil de la ville une décision du département de tutelle dont le bien-fondé a convaincu très peu d'élus. A commencer par la maire Nabila Rmili. Décryptage...

SALIHA TOUMI

Le projet-phare de Casablanca a subi récemment un énorme coup de frein inattendu, en relation avec le projet du centre d'enfouissement et de la valorisation (CEV) des déchets. Un investissement colossal censé mettre définitivement fin au problème de la décharge à ciel ouvert de Médiouna

qui continue malgré la fermeture de l'ancienne à dégager des odeurs nauséabondes empoisonnant la vie des riverains de Bouskoura. Or, le terrain d'une superficie de 264 hectares qui devrait abriter le CEV n'a pas été validé par le ministère de l'Intérieur ! La lettre signifiant cette décision, signée par le gouverneur-directeur chargé des Affaires rurales Abdelmajid El Hankari, est tombée le 23 mai dernier comme un couperet sur la maire Nabila Rmili et son équipe qui comptaient beaucoup sur ce méga-chantier pour donner de la consistance à leur mandat, il faut dire, dégarni, depuis leur arrivée aux affaires en septembre 2021.

« Le coup est d'autant plus dur qu'il est intervenu à une semaine du lancement de l'appel à manifestation pour choisir le délégataire », déclare une source proche de ce drôle de dossier qui rappelle l'adoption, lors de la session de février dernier du conseil de la ville, du dossier de préqualification pour la gestion déléguée de cette plateforme. Drôle de dossier en effet parce que le terrain en question était considéré comme acquis par le Conseil de la ville depuis novembre 2021. Mme Rmili était toute contente que



Nabila Rmili sur les terrains glissants d'une métropole qui attise les convoitises...

l'un des dossiers épineux hérités de l'ancienne équipe aux commandes qui empoisonnent le plus la vie des Casablancais était enfin solutionné. «C'est réglé», avait-elle lancé, toute excitée, aux élus de la majorité. Moralité : Il ne faut jamais vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué. Retour donc à la case départ. Perte de temps, d'efforts et d'argent. Tout ça jeté à la poubelle. Quel gâchis !

Volte-face

Mais comment expliquer un tel revirement qui plus est tardif et préjudiciable aux intérêts de la capitale économique ? «Le projet du CEV ne correspond pas aux orientations urbanistiques définies par le plan d'aménagement communal adopté en 2019», tel est l'argument avancé par Abdelmajid El Hankari dans sa correspondance. Et c'est maintenant qu'on découvre ça ? ! Le ministère de tutelle n'était-il pas censé vérifier les problèmes de conformité et autres détails techniques avant de donner son feu vert? Voilà qui ouvre la porte aux soupçons sur les motifs réels de cette décision... Surtout que le ministère de l'Intérieur avait mobilisé

un budget de près d'un milliard de DH pour le rachat du foncier. Lequel terrain est une propriété des communautés soulaliyates, située sur le territoire de la commune rurale El Mejjatia dans la province de Médiouna.

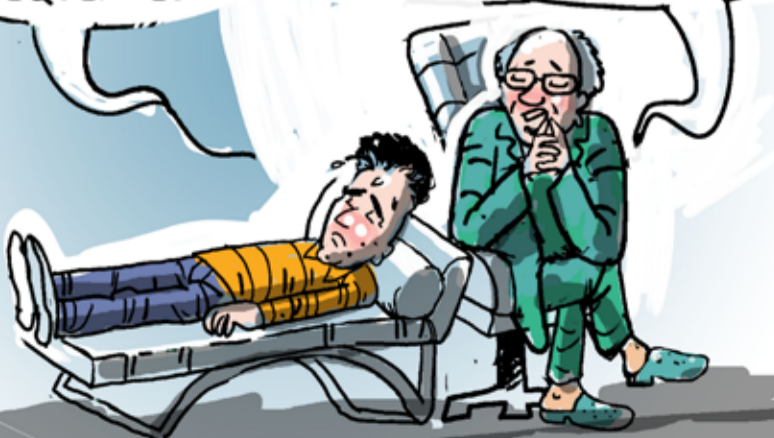
Le site étant jugé non conforme, le ministère de l'Intérieur a invité le Conseil de la ville de trouver un terrain de rechange. «Mais où sachant qu'il est difficile de trouver une assiette foncière de 260 hectares dans une ville hautement bétonnée?», s'interroge sceptique un élu local. Comment expliquer cette volte-face? Est-elle l'expression d'un acte d'improvisation ou d'un changement de dernière minute imposé par un cas de force irrésistible ? Autrement dit, le terrain aurait fait entretemps l'objet de convoitise du puissant lobby de l'immobilier qui veut le détourner de sa vocation de départ.

Ce n'est pas exclu surtout que la zone d'El Mejjatia a été ouverte à l'immobilier résidentiel économique et qu'une décharge à ciel ouvert ou par enfouissement ne peut être implantée que dans une zone éloignée du centre urbain. Les terres soulaliyates d'El Mejjatia dégagent aujourd'hui les relents d'un scandale... ►

Selon l'OMS, le Maroc affiche des taux de suicide les plus élevés dans la région Mena

J'AI DES PULSIONS SUICIDAIRES FRÉQUENTES

C'EST BIZARRE QUE ÇA T'ARRIVE DANS LE PLUS BEAU PAYS DU MONDE OÙ IL FAIT BON VIVRE...



Boudali



Le Maigret du CANARD



AHMED ZOUBAÏR

Investissement de 150 millions d'euros financé par un consortium constitué principalement de Maroc Telecom, ce câble permet de connecter les filiales africaines du groupe ainsi que les opérateurs de la région ouest-africaine à la boucle optique internationale en Europe.

Se déployant sur une distance de 8.600 km et doté d'une capacité de 20 Tbps extensible à 40Tb/s, ce câble optique sous-marin relie le Maroc à la Mauritanie et la Côte d'Ivoire en passant par le Togo, le Bénin et le Gabon via 7 points d'atterrissage (Casablanca, Dakhla, Abidjan, Lomé, Cotonou, Libreville et Nouadhibou). Il interconnecte également les filiales non côtières de Maroc Telecom (Moov Africa Malitel, Moov Africa Burkina et Moov Africa Niger) par le biais du câble terrestre Transafricain en transitant par la Côte d'Ivoire et le Togo.

Transformation digitale

Derrière ce chantier colossal se profile un double objectif: La création d'un réseau Haut débit performant au niveau des filiales du groupe tout en favorisant l'accès des populations à la technologie, à la connaissance et au savoir, d'une part et le renforcement du réseau de câbles à fibres optiques déployées par le Groupe Maroc Telecom dans une optique d'amélioration de la connectivité et de renforcement de la sécurité du trafic international du continent africain d'autre part.

Le câble « West Africa » est un outil inespéré. Infrastructure vitale et stratégique qui a permis au leader des Télécoms d'optimiser les coûts d'accès à la Bande passante internationale (BPI) tout en doublant la capacité BPI de ses filiales, il met à la disposition des succursales de Maroc Telecom leur propre infrastructure de dimension internationale leur permettant d'accompagner l'évolution des usages Data Fixe et Mobile de leurs clients à des coûts optimisés à l'instar d'autres opérateurs de la sous-région Ouest africaine.

Au-delà de sa vocation économique, «West Africa» est un projet en ligne



Le groupe Maroc Telecom à la pointe de l'engagement et de l'innovation pour l'Afrique.

Câble sous-marin optique «West Africa»

Maroc Telecom réduit la fracture numérique de l'Afrique

Le projet-phare et star présenté par le groupe Maroc Telecom lors du Gitex Africa 2023 (Marrakech du 31 mai au 2 juin) aura été sans contexte le câble sous-marin à fibre optique «West Africa». Une infrastructure essentielle et stratégique.

avec la coopération solidaire panafricaine portée par le groupe Maroc Telecom dans une vision dynamique de la transformation digitale en garantissant à ses usagers un accès Très haut débit efficace, de qualité et fiable à Internet. Fort de sa position de leader des télécoms, Maroc Telecom se donne les moyens pour poursuivre cette mission de réduction de la fracture numérique par l'amélioration de la connectivité des utilisateurs et son extension dans les zones rurales isolées. Last but not least, le câble «West Africa», en levier incontournable de la souveraineté numérique de l'Afrique, est aussi un facteur de sécurisation des infrastructures BPI dans les pays bénéficiaires. C'est cela l'ADN du groupe Maroc Te-

lecom, apporter une valeur ajoutée à ses clients tout en accélérant, via des investissements constants dans les ré-

seaux d'infrastructures numériques, l'inclusion digitale des populations au sein de ses filiales d'Afrique. ▶

Quand Maroc câble l'Afrique de l'Ouest...

Le câble sous-marin à fibre optique « West Africa s'inscrit dans le prolongement d'infrastructures similaires déjà réalisées par le groupe Maroc Telecom et accompagnées son implantation réussie en Afrique:

*Le Transafricain réalisé en 2014, câble terrestre de 5.700 kilomètres de long, partant du Maroc vers le Niger, en passant par la Mauritanie, le Mali et le Burkina. En 2021, il s'est développé vers la Côte d'Ivoire et le Togo pour être relié au nouveau câble sous-marin « West Africa».

*Le Loukkos réalisé en 2012, câble sous-marin d'une longueur de 187 kilomètres reliant le Maroc (Assilah) et l'Espagne (Rota - Séville) ;

*L'Atlas Offshore réalisé en 2007, câble sous-marin de plus de 1.600 kilomètres reliant le Maroc (Assilah) à la France (Marseille).



Le Maigret du CANARD



Histoire peu cathodique

Al Jazeera a-t-elle été noyauté par le régime algérien ?

La chaîne de télévision qatarie a viré comme un malpropre son présentateur vedette Abdessamad Nasser. Son principal défaut : il est marocain, fier de l'être et, circonstance aggravante, l'exprime sur les réseaux sociaux..

C'est la première fois de l'histoire de la presse qu'une chaîne de télévision licencie un journaliste, non pas pour faute professionnelle grave mais pour avoir exprimé un avis personnel dans une affaire n'entraînant aucun préjudice direct ou indirect à l'employeur. Cette chaîne c'est Al Jazeera qui début juin 2023 a rompu de manière abusive son contrat avec le brillant présentateur marocain Abdessamad Nasser qui a rejoint le média qatari en 1997 et justifie d'excellents états de service. Son crime ? avoir rédigé un tweet où il a défendu l'honneur des femmes marocaines ciblée par une campagne de diffamation et d'injures de la part des médias officiels algériens. En patriote révolté par cette kabbale attentatoire à la dignité de ses

compatriotes, M. Nasser s'est senti le devoir de riposter via un tweet rédigé dans un arabe châtié : « Quelle insolence, quelle effronterie ! Et quel vil comportement de gens sans morale et qui manquent d'éducation. Vos médias haineux et envieux s'alimentent dans le caniveau et vos agissements sont d'une abjection sans nom ». C'est traduit en français ce qu'a écrit en substance notre brave confrère devenu le héros de toute une nation. L'affaire aurait dû en rester là. Mais la direction de la chaîne qatarie est entrée bizarrement dans la danse, exhortant le journaliste à retirer son tweet qui a fait visiblement mouche ou à tout le moins l'édulcorer. Niet catégorique de l'intéressé qui en guise de récompense de son refus de céder aux pressions et au chantage s'est fait virer comme un malpropre après plus d'un quart de siècle de bons et loyaux services. Le licenciement abusif dont il a été victime lui a valu de la part de ses concitoyens un très large mouvement de soutien et de solidarité sur le web et provoqué un torrent de critiques de la chaîne et ses dirigeants. Cet épisode pour le moins surprenant interroge profondément sur le fonctionnement de la télévision qatarie, le degré de son indépendance et même sur la véritable nature de sa mission. Surtout que M. Nasser s'est exprimé en tant que ressortissant marocain dans un espace, twitter, qui ne concerne en rien Al Jazeera. Troublant. Dans un communiqué de solidarité avec l'ex-présentateur vedette de la chaîne de Doha, le



Abdessamad Nasser victime d'un licenciement scandaleusement abusif...

syndicat national de la presse marocaine (SNPM) croit savoir que M. Nasser est victime de « jeux sordides » orchestrés par un « lobby algérien » anti-marocain conduit par le directeur de l'information d'origine algérienne. Ce lobby dont fait partie l'animateur sportif Hafid Derradji et d'autres qui passent leur temps à se répandre sur les réseaux sociaux contre le Maroc et ses institutions. Sans que leurs posts haineux ne provoquent le moindre rappel à l'ordre de leurs chefs hiérarchiques a fortiori leur coûter leur poste. Plus qu'un dérapage, il s'agit d'une attaque frontale que rien ne justifie contre un membre de la rédaction de la télévision. Le deux poids deux mesures est flagrant. Une question se pose d'elle-même : Al Jazeera a-t-elle été noyauté par le régime algérien à l'insu de la famille royale Al Thani ? En voilà une affaire peu cathodique !



MOROCCO SPORTECH SUMMIT

WHERE TECH MEETS SPORTS

VENDREDI 09 JUIN 2023

📍 **Marriott Hotel Rabat**

PARTENAIRE INSTITUTIONNEL



PARTENAIRES OFFICIELS



PARTENAIRES MEDIAS



ORGANISATEUR





Contribution



POINT DE VUE

Abdeslam Seddiki



.....
Economiste,
ancien
ministre de
L'Emploi et des
Affaires sociales.

Emploi et structures productives

Mains agissantes ou têtes pensantes ?

Quelles relations entre l'emploi et les structures productives ? Pourquoi l'économie marocaine n'arrive-t-elle pas à générer suffisamment d'emplois ? Comment expliquer les disparités de rémunération du travail entre secteurs et genres ? Pourquoi l'emploi précaire et le travail non qualifié demeurent-ils dominants ? C'est à ces questions et d'autres que le HCP apporte des éléments de réponse et de réflexion dans un document de plus de 80 pages intitulé « le compte satellite de l'emploi 2014 ».

Il s'agit d'un travail original qui a demandé la mobilisation d'une série de documents et d'enquêtes: les résultats du recensement général de la population (2014) ; l'enquête sur le secteur informel (2013) ; les enquêtes annuelles sur l'emploi ; l'enquête nationale sur les structures économiques réalisée par le HCP en 2015, relative à l'exercice 2014 ; l'enquête annuelle sur les industries de transformation réalisée par le Ministère de l'Industrie et du Commerce ; diverses statistiques administratives émanant notamment des organismes d'assurances de la TGR. Par ailleurs, le CSE (compte satellite pour l'emploi) constitue la jonction et le rapprochement entre le système de comptabilité nationale de 2008 et les recommandations du Bureau International du Travail en matière des statistiques du travail.

Qu'entend-on par « Compte satellite de l'emploi » ? Le CSE se présente comme un ensemble de matrices qui fournissent une vue affinée sur les principales caractéristiques du facteur travail mobilisé dans l'économie nationale. Ces données sont fournies selon les branches d'activité, les secteurs institutionnels, le statut professionnel des travailleurs, le sexe des travailleurs et leurs qualifications. Ainsi, l'architecture globale de ce compte comprend une série de matrices chacune dédiée à une variable clé relative au facteur travail. Ces variables sont les effectifs employés, les heures travaillées, les rémunérations versées et les emplois

équivalents plein temps. Il va sans dire que le document produit par le HCP est particulièrement dense qu'il est fastidieux de vouloir le résumer. Aussi, limitons-nous à quelques données phares sur la situation de l'emploi au Maroc. Ces données viennent soit confirmer un certain nombre de caractéristiques déjà admises, soit apporter de nouveaux éclairages pouvant aider à l'avenir les pouvoirs publics à revoir la politique de l'emploi et les orientations économiques qui la sous-tendent. Concernant les effectifs globaux de l'emploi, ils sont évalués en 2014 à 10,62 Millions dont 44,2% sont des salariés et 55,8% relèvent de la catégorie non salariée comme les indépendants, les aides familiaux et les employeurs. Toutefois, la répartition des effectifs en équivalents plein-temps par emploi

salarié et emploi non salarié montre que les salariés travaillent plus, en termes d'heures travaillées, que les actifs indépendants. Leur part est passée de 44,2% dans l'emploi total (mesuré en personnes physiques) à 47% dans l'emploi total mesuré en effectif équivalent plein temps, alors que celle des travailleurs indépendants a baissé de 55,8 % à 52%.

Emplois non qualifiés

En 2019, les proportions entre emploi salarié et emploi non salarié se sont pratiquement inversées, ce qui reflète l'évolution de la société marocaine vers une société dominée par les rapports salariaux même si les rapports de type traditionnel demeurent encore importants. C'est ainsi que les ménages contrôlent 67 % des emplois. Phénomène pour le moins anachronique : alors qu'un ménage est défini dans la terminologie économique comme une « unité de consommation », on le voit jouer un rôle dominant comme « unité de production » ! C'est un facteur qui bloque en quelque sorte la transformation économique et freine le rythme du changement.

D'ailleurs, l'économie marocaine s'appuie essentiellement sur des emplois non qualifiés qui représentent plus de deux tiers de l'emploi mobilisé. Cette proportion varie bien évidemment selon les secteurs d'activité : elle va de 20% dans les administrations publiques à 87,2% dans le secteur institutionnel des ménages (99% dans l'agriculture et pêche). Parler dans une telle situation « d'employabilité » ça revient à noyer le poisson dans l'eau. Les données relatives au taux de chômage son

parlantes : Ce sont les diplômés qui en souffrent plus ! La cause est simple et limpide : l'économie marocaine a plus besoin de « mains agissantes que de têtes pensantes ». C'est pourquoi l'emploi informel ne se réduit pas au secteur informel. Il se trouve même dans le secteur formel ! Au total, 67,6% de l'emploi est informel avec 97,3 % dans le secteur agricole dont une grande part est constituée par des aides familiaux.

Cette précarité de l'emploi touche plus les femmes que les hommes. Outre leur exclusion du marché du travail du fait qu'elles ne représentent que 30 % de la population active totale, elles sont présentes essentiellement comme des aides familiaux et exercent des métiers pénibles. Elles pâtissent de mauvaises conditions de travail et d'une faiblesse de rémunération par rapport aux hommes : la différence de rémunération va dans certains secteurs du simple au double. Alors que la fourchette de variation des salaires (annuels) des femmes dans les différentes branches va d'un minimum de 24 616 DH à un maximum de 180 814 DH, les salaires des hommes fluctuent entre un minimum de 52 067 DH et un maximum de 249 244 DH.

L'analyse de l'évolution des productivités et des rémunérations salariales ne manque pas non plus de surprises. Ainsi, entre 2015 et 2019, la part des rémunérations salariales (l'ensemble des salaires distribués par l'économie) est passée respectivement de 38,4% à 36,9%, soit une diminution de 1,5 point, ce qui signifie un creusement des inégalités entre les revenus du travail et les revenus du capital exprimés par l'EBE (excédent brut d'exploitation).

Cette inégalité s'expliquerait aussi par une évolution différenciée de la rémunération salariale moyenne et de la productivité moyenne. En effet, l'évolution de 1,9% de la productivité entre 2014 et 2019, ne s'est pas accompagnée d'une amélioration des salaires moyens réels. Bien au contraire, ces derniers se sont au contraire détériorés d'environ 0,9 %. Cette différence a atteint son paroxysme dans l'agriculture et pêche qui a connu une nette amélioration de la productivité de 4,4% contre une baisse des salaires de 1,7%. Encore une fois, les limites du PMV apparaissent au grand jour. Il faut, bien sûr, tirer tous les enseignements qui s'imposent de cette importantissime étude, qui constitue, rappelons-le, la première expérience au niveau africain et la quatrième au niveau mondial. Les questions qui y sont soulevées doivent absolument retenir l'attention des pouvoirs publics et faire l'objet d'un débat national. Il y va de l'intérêt de notre pays qui ambitionne d'accéder au rang des pays émergents. Ce qui exige la mise en œuvre d'une façon concertée et démocratique des réformes structurelles de l'économie nationale et dont le Nouveau Modèle de développement a déjà tracé les contours. ▀

Fête du sacrifice : Les moutons très chers malgré la subvention du ministère de l'Agriculture de 500 dh par bélier importé!

TU ES CHÉTIF ALORS QUE J'AI PAYÉ 500 DH POUR QUE TU SOIS BIEN NOURRI ...

CET ARGENT A SERVI JUSTE À ENGRAISSER LES GROS IMPORTATEURS...





Bec et ONGLES



Ahmed Rahhou, président du Conseil de la concurrence juridique

Je suis super-outillé



Une équipe du Canard a été reçue par le très sérieux Ahmed Rahhou dont la refonte du cadre juridique du Conseil de la concurrence qu'il préside donne plus de moyens pour chercher ce qui se cache sous le capot du business controversé des hydrocarbures.

Le Conseil de la concurrence que vous présidez vient de décider à l'unanimité de ses membres la reprise de l'instruction dossier des carburants accablé d'accusations de pratiques anticoncurrentielles. Pourquoi ce retour à un dossier sur lequel le Conseil a déjà statué ?

L'adoption des lois ayant permis la refonte juridique du Conseil confère plus de précision aux missions d'enquête qu'il réalise tout en donnant plus de garanties juridiques aux entreprises sous instruction. Pour nous, ces amendements sont un excellent carburant pour connaître ce qui se cache sous le capot du lobby des hydrocarbures...

Lobby des hydrocarbures ?

C'est ainsi que sont qualifiés les distributeurs nationaux des carburants accusés de faire le plein de surprofits sur le dos des automobilistes. Notre ambition au Conseil est d'enquêter de nouveau pour savoir s'il y a effectivement une entente illicite entre opérateurs et un pipeline souterrain de gains illicites. Cette fois-ci je suis super-outillé.

Les distributeurs attribuent la flambée des prix à la pompe des mois précédents à la guerre en Ukraine qui a provoqué une hausse vertigineuse. Partagez-vous cet avis ?

Je n'ai pas d'avis personnel sur la ques-

tion. Seules comptent les conclusions des experts du Conseil qui diront, preuves à l'appui, si les pétroliers marocains représentent un cartel ou non, si ces derniers ont effectivement super-profité de la libéralisation des hydrocarbures et du conflit russo-ukrainien. Ce qui est certain c'est que cette affaire qui a suscité beaucoup de controverse et un débat passionné part dans tous les sens.

Il y a aussi le dossier des importations du gazoil russe bon marché par le Maroc qui selon le Wall Street Journal a importé rien qu'en janvier dernier 2 millions de barils contre 600 000 barils pour toute l'année 2022... Certaines sources ont fait état d'opérations de réexportation de ces cargaisons vers l'Espagne...

Cette affaire ne regarde pas le Conseil de la concurrence puisque rien n'interdit au Maroc de carburger au diesel russe et d'en tirer profit.

Quid du scandale de la raffinerie de la Samir qui n'a toujours pas trouvé de repeneur ?

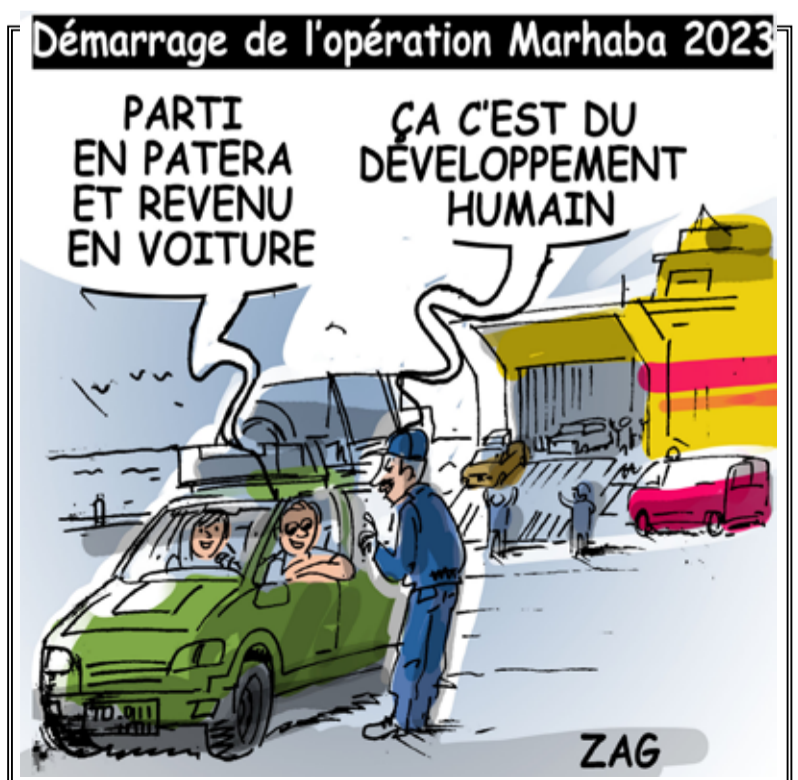
Ce dossier complexe et chargé de souffre n'a rien de raffiné. Il me dépasse par son ampleur et ses zones d'ombre. Je n'ai pas envie de mettre les mains dans ce cambouis devant lequel tout le monde a calé... ▶

L'ONMT signe avec deux grands TO américains



Le directeur général de l'ONMT, Adel El Fakir en compagnie de Alex Sharpe, le PDG de Signature Travel Network.

L'Office national marocain du tourisme (ONMT) met la barre très haut et investit le marché américain des voyages de luxe. Cette conquête a donné lieu à la signature de deux accords de partenariat avec deux grands TO spécialisés dans le tourisme haut de gamme, Signature Travel network et Virtuoso. Virtuoso est le premier réseau mondial d'agences de voyage spécialisé dans les voyages de luxe et les voyages thématiques. Il pèse jusqu'à 32 milliards de dollars de chiffre d'affaires et est accessible uniquement sur invitation et revendique plus de 1.200 agences de voyages et plus de 21.000 conseillers en voyages dans 54 pays d'Amérique du Nord, d'Amérique latine, des Antilles, d'Europe, d'Asie-Pacifique, d'Afrique et du Moyen-Orient. Signature Travel Network représente, quant à lui, les professionnels du voyage dans 470 points de vente aux Etats-Unis, au Canada et 176 sites membres internationaux au Mexique, dans les Caraïbes, au Brésil, en Grèce, en Colombie, en Inde, en Irlande, en Norvège, en Pologne, au Royaume-Uni, aux Philippines, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Collectivement, les membres de ce réseau génèrent plus de 11 milliards de dollars en ventes annuelles de voyages. Avec cette alliance stratégique, l'ONMT entend poursuivre le déploiement de son plan d'action marketing «Light in action», dans un immense marché très porteur pour la destination Maroc. Faire sortir les Américains de leur pays-continent qu'ils considèrent comme étant le monde pour découvrir le royaume et ses multiples attraits est un beau challenge.





Le MIGRATEUR



Le Kosovo de nouveau en proie aux tensions

Washington inquiète



Des membres américains de la KFOR montent la garde devant les bureaux municipaux à Leposavic, au Kosovo, le 2 juin 2023. REUTERS/Ognen Teofilovski.

Un conseiller du président américain Joe Biden a exprimé son inquiétude sur les événements dans le nord du Kosovo lors d'entretiens avec le Premier ministre Albin Kurti et le président serbe Aleksandar Vucic, a déclaré la Maison Blanche vendredi. La crise politique qui a dégénéré en violence dans le nord du Kosovo s'est intensifiée depuis que des maires d'origine albanaise ont pris leurs fonctions dans la région à majorité serbe, ce qui a conduit les États-Unis et leurs alliés à réprimander Pristina. La population serbe majoritaire avait boycotté les élections d'avril, permettant aux Albanais de souche d'être élus. Jeudi, le principal conseiller adjoint à la sécurité nationale de Joe Biden, Jon Finer, s'est entretenu avec M. Kurti et a demandé au Kosovo "de permettre aux maires nouvellement élus d'exercer leurs fonctions dans d'autres lieux et

de retirer les forces de police des bâtiments municipaux", a indiqué la Maison-Blanche. Il s'est également félicité de la volonté de M. Kurti de travailler à la mise en place des conditions nécessaires à la tenue de nouvelles élections. Le conseiller de M. Biden s'est entretenu avec M. Vucic vendredi et a insisté pour que la Serbie "retire ses forces armées stationnées près de la frontière et abaisse leur niveau de préparation, et pour qu'elle exhorte les manifestants à rester pacifiques dans le nord du Kosovo", selon le résumé de l'appel des États-Unis. Lors de ces deux appels, la Maison Blanche a indiqué que M. Finer avait exprimé son inquiétude quant à la situation et avait incité toutes les parties à réduire le conflit. Washington attend également des deux parties qu'elles reprennent le dialogue avec l'Union européenne et qu'elles "mettent pleinement en œuvre l'accord de normalisation" conclu au début de l'année. Les violences de lundi ont fait 30 blessés parmi les soldats de la paix et 52 parmi les Serbes qui protestaient contre l'installation de maires d'origine albanaise. Ces violences ont incité l'OTAN à annoncer qu'elle enverrait des troupes supplémentaires, en plus des 700 déjà en route pour le pays balkanique, afin de renforcer sa mission de 4.000 hommes. Les présidents de la Serbie et du Kosovo ont insisté jeudi sur leur volonté de désamorcer la crise, mais n'ont guère montré de signes de recul par rapport à leurs positions opposées.

Le Pape se rend en Mongolie, où il n'y a que 1.300 catholiques



Le pape François se rendra du 31 août au 4 septembre en Mongolie, l'un des endroits les plus éloignés qu'il ait jamais visités et qui ne compte qu'environ 1 300 catholiques, mais qui revêt une importance stratégique pour l'Église catholique romaine en raison de sa proximité avec la Chine. Le Vatican a annoncé ce voyage dans une brève déclaration samedi, précisant qu'il était effectué à l'invitation du président du pays et des dirigeants catholiques. Les détails seront annoncés dans les prochaines semaines, a déclaré le porte-parole du Vatican, Matteo Bruni.

En août dernier, le Pape François a nommé l'archevêque italien Giorgio Marengo, premier cardinal à être basé en Mongolie, où il est l'administrateur de l'Église catholique. Mgr Marengo était à Rome le mois dernier et a rencontré le pape pour discuter du voyage. A noter que juste avant de rentrer du sommet du G7 qui s'est tenu au Japon, le président Macron a fait une escale surprise en Mongolie dimanche 21 mai dernier.

Sénégal Affrontements meurtriers entre manifestants et policiers

Une autre personne a été tuée au Sénégal vendredi, alors que la police et les manifestants s'affrontaient pour la deuxième journée depuis que la condamnation de l'opposant Ousmane Sonko a déclenché des violences parmi les plus meurtrières de mémoire récente. Neuf personnes ont trouvé la mort dans des affrontements entre la police et les partisans de M. Sonko, jeudi, après sa condamnation à deux ans de prison pour corruption de jeunes. L'opposition estime que le verdict, qui pourrait empêcher Sonko de se présenter aux élections de l'année prochaine, est motivé par des considérations politiques. Des foules de manifestants cagoulés, certains brandissant des pelles, ont mis le feu à des pneus et à des débris, se heurtant à la police dans divers quartiers de la capitale, Dakar. La foule a attaqué des supermarchés, des magasins, des banques, des postes de police et des réseaux de transport public. Des scènes similaires ont été rapportées dans d'autres parties du pays vendredi. Le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Maham Ka, a déclaré qu'une autre personne avait été tuée dans la ville de Cap Skirring, dans le sud du pays, où les manifestants ont pris pour cible une gendarmerie, ce qui porte le nombre de morts à 10. La police anti-émeute et les soldats déployés pour renforcer la sécurité ont réprimé les manifestations à l'aide de gaz lacrymogènes, qui se sont répandus dans Dakar vendredi soir alors que de fortes détona-



Des partisans d'Ousmane Sonko affrontent les forces de sécurité, à Dakar, le 2 juin 2023. REUTERS/Zohra Bensemra.

tions retentissaient dans plusieurs quartiers. M. Ka a déclaré à la radio et à la télévision d'État que la situation était désormais essentiellement sous contrôle et que les quelques "incursions" restantes étaient gérées. "Si les manifestations étaient restées pacifiques, il n'y aurait pas de problème", a-t-il déclaré, qualifiant les protestations de "violence gratuite" et félicitant les forces de sécurité pour leur action.

Plusieurs médias sociaux et plateformes de messagerie ont été restreints afin de limiter les communications en ligne. Les émeutes de jeudi et vendredi sont le dernier épisode en date de plusieurs mois de violence au Sénégal, longtemps considéré comme l'une des démocraties les plus solides d'Afrique de l'Ouest. Elles ont été déclenchées par le procès de M. Sonko et par la crainte que le président Macky Sall ne tente de contourner la limite de deux mandats et de se représenter en février. M. Sall n'a ni confirmé ni infirmé cette hypothèse. Les Nations unies, l'Union africaine et le principal bloc régional d'Afrique de l'Ouest ont condamné les violences. La France a appelé à la retenue et au dialogue pour résoudre la crise. Amnesty International a demandé au gouvernement d'enquêter sur les décès survenus jeudi et de s'abstenir de tout recours excessif à la force. Samedi, le nombre de tués a atteint 16 et la tension commença à retomber progressivement.

le Canard Libéré

Rue Ibnou Katir résidence
Al Mawlid II Imm. D RDC n°4
Maârif - Casablanca -
Tél : 0522 23 32 93
Fax : 0522 23 46 78
E-mail : contact@lecanardlibere.com
Site web : www.lecanardlibere.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
ET DE LA RÉDACTION

Abdellah Chankou
a.chankou@lecanardlibere.com

RÉDACTEUR EN CHEF

Abdellah Chankou

RÉDACTION

Jamil Manar
Abdelkarim Chankou
Saliha Toumi
Ahmed Zoubair

CARICATURES

Boudali, Zag

SERVICE COMMERCIAL

Laila Lamrani Amine
Chaimaa El Omari Naib

WEBMASTER

Larbi Larzaoui

INFOGRAPHIE

Yahia Kamal

LOGISTIQUE

Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ

Essaadia HAKANI

Impression

Maroc Soir

DISTRIBUTION

Sapress

DOSSIER PRESSE

Aut. 51/06

DÉPÔT LÉGAL

2007 / 0025

ISSN 2028-0416

Celles et ceux qui n'aiment pas la corrida n'ont qu'à pas y aller !

OK, lui il n'aime pas la corrida.



9AT



Can'Art et CULTURE



« LES JUIFS MAROCAINS AU CAP-VERT AU 19ÈME SIÈCLE »

C'est le titre d'un ouvrage collectif présenté, mardi 23 mai à Lisbonne, dans le cadre d'une cérémonie initiée par l'Association « Cape Verde Jewish Heritage Project ». De 137 pages, le livre de Jose Alberto Rodríguez Silva Tavim et Ângela Sofia Benoliel Coutinho met en lumière la vague d'immigration des juifs marocains au milieu du XIXe siècle vers l'archipel du Cap-Vert à la recherche de nouvelles perspectives et d'opportunités économiques. La présentation de cet ouvrage a été faite par Carol Castille, présidente de l'association « Cape Verde Jewish Heritage Project ». Présentant cet ouvrage, Carol Castille, présidente de l'Association, a salué le leadership de Sa Majesté le Roi Mohammed VI et l'action du Souverain pour préserver et valoriser le patrimoine juif marocain. Elle a exprimé, dans ce sens, sa profonde gratitude à SM le Roi pour l'intérêt particulier que le Souverain accorde à la préservation du patrimoine juif tant au Maroc qu'à l'étranger. Une sollicitude Royale illustrée par la généreuse contribution de Sa Majesté le Roi au projet de restauration des cimetières qui regroupent les tombes des juifs d'origine marocaine ayant immigré au Cap-Vert au XIXème siècle.



Après avoir rappelé que les juifs ont vécu au Maroc pendant plus de 2.000 ans en paix et y ont trouvé refuge contre les inquisitions espagnole et portugaise, l'initiateur du « Projet de préservation du patrimoine juif au Cap-Vert » a relevé que les liens entre les juifs du Cap-Vert et du Maroc sont « directs et inséparables » comme en témoignent les épitaphes et les inscriptions sur les pierres tombales et les sanctuaires des cimetières juifs de l'archipel.

Le journaliste américain ajoute qu'une fois installés au Cap-Vert, les Juifs marocains ont exercé diverses professions et activités économiques telles que le commerce international et la navigation maritime, en travaillant comme administrateurs pour les autorités coloniales portugaises qui contrôlaient l'archipel stratégique du Cap-Vert. Ce livre se compose de deux parties. Dans la première partie, qui porte sur le thème « Juifs du Portugal et de la diaspora. Maroc et Cap-Vert », l'auteur Jose Alberto Rodríguez Silva Tavim met en lumière l'histoire des Juifs du Portugal et les aspects cachés de certaines familles juives marocaines qui ont immigré aux îles du Cap-Vert et s'y sont installées. La deuxième partie, consacrée au thème « Juifs du Maroc et de Gibraltar au Cap-Vert au XIXe siècle », est rédigée par Ângela Sofia Benoliel Coutinho.

« Reines » ou le thriller au féminin

« Reines » est un film d'espionnage dont les principaux personnages sont des femmes.

Le long-métrage, réalisée par la franco-marocaine Yasmine Benkiran, présenté à la 79ème édition de la Mostra de Venise en 2022 et au Festival international du film de Marrakech est sorti sur les écrans marocains le 19 mai dernier.

« Reines » est une œuvre cinématographique inédite qui marque un tournant dans l'histoire du 6e Art marocain, qui mêle l'aventure et le genre thriller avec des protagonistes féminins remarquables.

«Casablanca, Zineb s'évade de prison pour sauver sa fille de la garde de l'état. Mais les choses se compliquent rapidement lorsqu'elle prend en otage la conductrice d'un camion, Asma. La police aux troussees, les trois femmes se

lancent dans une cavale dangereuse à travers l'atlas...». Avec un casting de Nisrine Erradi, Nisrine Benchara, Rayhan Guaran, Jalila Talemsi, Hassan Badida, Yunes Chara, Salima Benmoumen, Salman Hourma, Abdelhak Saleh, Abderrahim Tamimi et Hamid Nider, « Reines » a clôturé en beauté la «Semaine de la critique» de la prestigieuse Mostra de Venise.

« Reines » est le premier long-métrage de Yasmine Benkiran, qui a bénéficié du soutien des « Ateliers de l'Atlas », organisés par le Festival international du film de Marrakech pour accompagner les réalisateurs émergents dans la réalisation de leur trois premiers films.

Lauréate en communication à Paris, Yasmine Benkiran fait ses premières expériences à Buenos Aires, San Francisco et Londres avant d'accéder à l'école nationale française de cinéma La FEMIS.



Lancement d'« ASF'ART », premier Fonds de mobilité artistique et culturelle



Le Fonds « ASF'ART » pour la promotion de la mobilité artistique et culturelle des jeunes artistes et étudiants au Maroc vient de voir le jour, dans le cadre d'un partenariat entre la Fondation Hiba et l'Institut Français du Maroc. Premier du genre dans le Royaume, « ASF'ART » est initié par le Fonds Roberto Cimetta dans l'objectif de promouvoir la mobilité des jeunes artistes et étudiants dans les filières de l'art, leur offrir des opportunités de participation à des événements artistiques et la découverte de lieux culturels et leur ouvrir ainsi de nouvelles perspectives, indique un communiqué de la Fondation Hiba. Cette structure novatrice permettra de faciliter la mobilité artistique nationale des professionnels des arts et de la culture et des étudiants, promouvoir la mobilité des artistes et la diffusion de leurs œuvres au niveau national et accroître l'accès à la culture et aux arts à l'échelle nationale, explique la même source. « ASF'ART » vise aussi à élargir

les publics et participer au développement du marché artistique au Maroc, contribuer au développement des parcours professionnels des artistes et des étudiants et faciliter les échanges et la mise en réseau des artistes et étudiants avec les structures culturelles. Les jeunes artistes âgés de 18 à 30 ans, toutes disciplines confondues, ainsi que les étudiants dans le domaine de la culture et des arts auront ainsi accès à une plateforme pour participer à des festivals, des résidences, des expositions, des marchés artistiques, des visites de musées et bien d'autres événements culturels, souligne le communiqué. La demande se fait par soumission d'un formulaire de candidatures sur le site Web et différents réseaux sociaux de la Fondation Hiba et de l'Institut Français. Les « boursiers » seront sélectionnés par un comité associant les partenaires du projet tandis que la Fondation Hiba se charge de la gestion du volet opérationnel.

La Fondation AWB organise l'exposition d'arts visuels #Imagnetaville

Dans l'objectif de promouvoir l'accès aux arts numériques et urbains au plus grand nombre, la Fondation Attijariwafa bank (AWB) organise une exposition des meilleures œuvres issues de son concours d'arts visuels #Imagnetaville, à l'espace d'art Actua à Casablanca, du 24 mai au 30 juin 2023. Plus de 200 candidats venus des quatre coins du Royaume ont participé au concours #Imagnetaville. Parmi lesquels 21 exposants, dont 6 gagnants et 3 mentions spéciales retenus par un jury de professionnels. Le concours #Imagnetaville a été l'occasion de révéler une nouvelle génération d'artistes et de passionnés d'arts visuels, très investis dans les nouveaux langages de la création digitale, de la performance et des environnements de réalité virtuelle. La Fondation Attijariwafa bank accompagne les gagnants en leur réservant un soutien à la production de leurs créations, un espace privilégié pour exposer leurs créations et des prix d'encouragement. L'objectif étant de mettre en lumière la

vitalité et la richesse de la scène artistique marocaine, en mettant en avant les pratiques artistiques contemporaines les plus en vue chez les jeunes. Les gagnants bénéficieront d'une grande visibilité médiatique et feront découvrir au grand public leurs créations artistiques. Des créations avec un large faisceau de visions, qu'elles soient pleines d'espoir pour une ville connectée et futuriste, ou rattachées au passé et aux réalités sociodémographiques. Par ailleurs, le jury de cette édition s'est distingué par la qualité de ses membres à savoir : Mme Hayat ZIRARI, anthropologue et enseignante-chercheuse à l'Université Hassan II; M. Abderrahim KASSOU, architecte, urbaniste et ancien Président de l'association Casa mémoire; M. Abdelmajid SEDDATI, enseignant d'art vidéo et Directeur artistique du Festival International d'Art Vidéo de Casablanca et enfin, Mme Ghitha TRIKI, responsable du Pôle Art & Culture de la Fondation Attijariwafa bank, commissaire de l'exposition #Imagnetaville.



Et BATATI ET BATATA



Mot Fléchés

UNE PARTIE EN 50 PTS LE 15 DE FRANCE		PATIENTE CÉLÉBRITÉ		GRANDE TAILLE ARROSE ST OMER		SAINT BAUME		ENCAISSÉ EN 81
						BRUT EXCLAMATION		
CONSIGNA PART DE PIÈCE MONTÉE					PSITTACIDÉ JUGE			
				APPRÉCIÉ DANS LE 18ÈME MOUCHE				
PUDEUR FEMME BATTUE						UNE PETITE MINUTE RÈGLE		
								ELLE A UN 33...TOUR DE POITRINE
ARRIVE EN 86	MARINES		GLUCIDE MOT D'ENFANT				CORDAGE	
						GRANDE ROUE SOUS LE MICRO		
RETRANCHA SÉRÉNADE				ASSEMBLER CHÂTEAU DES GUISE				
			MUSE MANOUCHE					
TRISTE PIÈCE		COURS ÉLÉMENTAIRE SAINT NORMAND			DÉSACCORD ISSU			
								PERDU EN 59
UN TOTAL DE 80						PARTICULE		

Mots croisés

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

Horizontalement
 [1] Nourrit les chinois du Sud. Ils ont du mal à rouler. [2] Doit avoir des problèmes de foie. [3] Elle cloue sur place. [4] Acquiescement. Non dits. [5] Vient de naître. [6] Substance hallucinogène. [7] Propos tendre. [8] Blanchi. Son père n'est pas forcément sot. [9] Sur la table. Note. [10] Possessif. Chaîne de montagnes.

Verticalement
 [A] Elles peuvent être limitées. [B] Résulte d'une transformation. Interjection. [C] Leurs signes changent tous les mois. [D] Balle à relancer. Maladie des ados. [E] Il peut être fourmi. Capacités particulières. [F] Garantie supplémentaire. [G] Minou anglais. Promenade. [H] Inflammation. C'est tout un cycle. [I] Poète du Midi. [J] Sage. Greffa.

Mots Mêlés

E	S	R	U	O	E	T	I	T	E	P	B	G
S	V	E	S	C	U	L	P	T	E	U	R	R
R	U	A	E	N	R	U	O	F	R	L	C	A
U	A	S	C	R	O	X	B	I	A	I	A	N
O	N	A	A	L	U	A	N	V	B	C	P	D
E	D	P	R	G	L	A	E	Y	E	O	R	C
D	R	M	E	A	I	H	T	U	L	R	I	H
N	O	O	N	R	C	T	R	N	I	N	C	I
A	M	C	E	T	S	G	T	O	E	E	O	E
R	E	N	I	E	L	A	B	A	R	C	R	N
G	D	T	E	S	C	O	R	P	I	O	N	G
E	E	P	O	I	S	S	A	C	A	R	E	Y
P	E	T	I	T	C	H	I	E	N	U	E	C

- A Andromède
- B Balance
- C Capricorne
- D Carène
- E Cassiope
- F Fourneau
- G Grand Chien
- H Haine
- I Inflammation
- J Japon
- K Kéfir
- L Lièvre
- M Manteau
- N Naine
- O Océan
- P Petit Chien
- Q Quercu
- R Ruche
- S Sarcophage
- T Tour
- U Ulysse
- V Vase
- W Wagon
- X Xénocrate
- Y Yacht
- Z Zèbre

Su-Do-Ku

Compléter cette grille de manière à ce que chaque ligne, chaque colonne et chaque carré contienne une fois et une seule fois tous les chiffres de 1 à 9.

2			5	8		1		
	8		3		6			
	3		1				8	
	2			6	1	7		
		8					9	
		4	8	5				3
	7				5			2
			2		3			4
		2		7	8			9

A méditer



« Il ne peut y avoir de crise la semaine prochaine, mon agenda est déjà plein. »

Henry Kissinger

Solution des jeux du numéro précédent

Su-Do-Ku

4	6	8	1	7	3	5	9	2
3	9	5	4	6	2	7	8	1
1	7	2	5	9	8	4	3	6
9	4	3	8	5	1	2	6	7
8	5	1	6	2	7	9	4	3
6	2	7	3	4	9	1	5	8
7	8	4	9	1	6	3	2	5
2	3	9	7	8	5	6	1	4
5	1	6	2	3	4	8	7	9

Mots Mêlés

Mots Mêlés
 Solution : Owen.

Mots fléchés

C	M	O	B					
V	A	C	A	N	C	I	E	R
M	U	S	E	E	S	E		
E	P	I	M	A	T	O	U	
I	S	E	N	A	I	N		
U	N	I	T	E		U	N	I
G	N	O	M	E		S	O	
O	C	E	L	O	T	S		N
A	E	T	A	P	E			
A	R	Z		I	L	I	E	N
				E	L	F	E	S
M	I	R	O		S	E	T	E
L	O	F	E		T	I	R	

Mots croisés

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	
1	C	O	U	V	E	R	T	U	R	E
2	A	B	R	U	T	I	R		A	U
3	I	S		L	U		O		S	T
4	S	T	A	N	I	S	L	A	S	
5	S	A	G	E		A	L	I	A	S
6	I	C	A	R	E		E	R	S	E
7	E	L	S	A		M	Y	S	I	E
8	R	E	S	I	D	U	S		E	S
9	E		E	R	O	S		E	E	
10	S	A		E	N	C	E	N	S	E



Et BATATI ET BATATA



Bizarre



Dépouille miracle

Sœur Wilhelmina Lancaster, fondatrice d'un couvent dans le Missouri (Etats-Unis) a suscité l'émerveillement des pèlerins venus en nombre ces dernières semaines après son exhumation. Le corps de la religieuse, morte en 2019, a étonnement résisté à la décomposition après son décès et pourrait bientôt bénéficier du statut de sainte.

A l'origine, son corps devait être déplacé dans un sanctuaire dédié à Saint Joseph, dans la chapelle du couvent des sœurs bénédictines de Marie. Au moment de son transfert, les religieuses ont remarqué que ses restes étaient «remarquablement intacts», selon des propos rapportés par USA Today.

Avec la médiatisation de cette affaire ces derniers jours, des milliers de pèlerins ont fait le déplacement dans le Missouri pour prier auprès de Sœur Wilhelmina Lancaster et toucher sa dépouille. Ces derniers ont la conviction que la conservation quasi intacte de son corps est un symbole de sainteté.

Les autorités religieuses ont rappelé dans un communiqué la nécessité de « protéger l'intégrité de la dépouille de sœur Wilhelmina afin de permettre une enquête approfondie ».

Un cul-de-jatte au sommet de l'Everest

Hari Budha Magar, ancien soldat népalais, est devenu le premier double amputé au-dessus du genou à gravir l'Everest. « Il a atteint le sommet de Sagarmatha vers 15 heures vendredi 19 mai. Après avoir réussi à atteindre le sommet, il est descendu au camp de base et retournera à Katmandou demain (lundi) », a indiqué un membre de son équipe à l'AFP.

Hari Budha Magar, 43 ans, a perdu ses jambes après avoir sauté sur un engin explosif artisanal en servant en Afghanistan en 2010, dans la Brigade des Gurkhas, une unité de soldats népalais au sein de l'armée britannique. Seuls deux amputés des jambes au-dessous des genoux ont déjà gravi le sommet de l'Everest : le Néo-Zélandais Mark Inglis en 2006 et le Chinois Xia Boyu en 2018.

Equipé de prothèses de jambes, Hari Budha Magar a déjà escaladé plusieurs sommets, dont le mont Toubkal au Maroc, le Ben Nevis en Ecosse et le Mont Blanc en Europe. Mais l'ancien caporal a été empêché pendant plusieurs années de se mesurer à la plus haute montagne du monde en raison d'une loi népalaise interdisant l'alpinisme aux personnes doublement amputées, ainsi qu'aux aveugles.

Vide un barrage pour récupérer son smartphone

Au barrage de Kerkhatta en Inde centrale un haut fonctionnaire a fait tomber son smartphone dans l'eau alors qu'il faisait un selfie. Mais pas question de renoncer à ce Samsung à 1.130 euros pour Rajesh Vishwas.

Cet inspecteur d'hygiène alimentaire a d'abord envoyé des plongeurs le chercher mais ils sont rentrés bredouilles... Il a alors demandé à faire vider l'eau du barrage. Il a payé lui-même l'opération en faisant apporter une pompe au diesel : 2 millions de litres d'eau ont donc été pompés pendant trois jours pour retrouver l'appareil du fonctionnaire. Le téléphone a été retrouvé mais complètement hors d'usage.

Un comportement qui a évidemment été pointé du doigt par différents politiciens. Le haut fonctionnaire s'est défendu en disant qu'il avait eu le feu vert d'un responsable local et que l'eau aurait pu être utilisée par les agriculteurs, lui aurait-on dit. Autre argument avancé, son téléphone contenait des données sensibles. Rajesh Vishwas a été suspendu de ses fonctions.

L'eau vidée aurait pu irriguer 600 hectares de terres agricoles. Dans une vidéo, on peut voir le barrage quasiment à sec après le pompage.



Rigolard



■ C'est un Belge qui va dans une boulangerie. - Bonjour madame, j'aimerais une livre de pain. - Vous êtes belge, lui répond la boulangère. - Comment vous avez deviné? - L'accent. Le Belge sort mécontent de la boulangerie et se dit : "Alléi, c'est décidé, je vais partir 2 ans en Suisse et comme ça, ils ne se moqueront plus." Le Belge part et revient 2 ans plus tard. Il va dans un magasin et demande avec son accent suisse : - Bonjour Madâââme, j'aimeraiiii une livre de paaiinnn. - Mais vous êtes belge, lui répond la dame. Le belge reprend son vieil accent et répond : - Alléi, comment vous avez deviné? - Mais monsieur, ici, c'est une boucherie!

■ Deux Belges en vacances à Paris Ils regardent des cygnes sur le lac du Bois de Boulogne. Soudain, un homme s'approche d'eux et leur demande: - Vous en avez admiré combien? - Cinq, répond un des Belges. - Alors, fait l'homme, comme c'est dix francs par cygne, cela vous fera cinquante francs! Le soir, de retour à l'hôtel, les touristes racontent leur histoire au réceptionniste, qui s'exclame : - Mais c'est de l'escroquerie! - Oui! Triomphent les deux Belges, en fait on

en avait vu douze!

■ Une dame belge fait des emplettes à la Samaritaine. Elle va trouver le chef de rayon et se plaint qu'aucun des chapeaux qu'elle a essayés ne lui va. Il répond : Madame, la chapellerie c'est au deuxième étage, ici vous êtes aux abat-jour.

Un Belge met des pièces dans un distributeur de boissons pour avoir des bouteilles de Coca-Cola. Il y a une queue derrière lui et on lui demande s'il a bientôt terminé. Il répond : "Tant que je gagne, je joue!"

■ Trois malades font le pèlerinage annuel de Lourdes.

Le premier, muet, plonge dans la piscine et ressort en criant :

« Miracle je parle. Loué soit Dieu, louée soit Marie! »

Le second, aveugle, se précipite vers la piscine, se prend les pieds dans la margelle et tombe dedans.

Il émerge de l'eau en criant :

« Miracle je vois. Loué soit Dieu, louée soit Marie! »

Le troisième, paraplégique, se précipite dans la piscine avec son fauteuil.

Et, oh miracle, il en ressort avec quatre pneus neufs.

A VENDRE

Appartement bien entretenu deuxième main

Superficie 128 m²

sur boulevard de la Résistance, près 2 mars à Casablanca.

Grand salon + 2 pièces. Bien aéré et ensoleillé. Situé au dernier étage (7ème). Sans vis-à-vis. Doté d'une terrasse vue sur mer.

Contact:
0661252000

LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES

Angle boulevard de la Résistance, Rond-point d'Europe et Boulevard Zerkouni
Contactez-nous au 0661177444





L'OPTICIEN QUI SUBLIME VOTRE **REGARD**

DES PRIX TENDRES À VOUS
CHATOUILLER **LES YEUX**

SOYEZ LES PREMIERS À EN PROFITER

LUNETTES TENDANCE DES GRANDES MARQUES ET DES CRÉATEURS